Le poids des différences régionales et des effets contextuels sur les attitudes des électeurs

Elisabeth Dupoirier

▶ **To cite this version:**

Elisabeth Dupoirier. Le poids des différences régionales et des effets contextuels sur les attitudes des électeurs. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2006. hal-03459108

HAL Id: hal-03459108
https://sciencespo.hal.science/hal-03459108

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Baromètre Politique Français (2006-2007)
CEVIPOF - Ministère de l'Intérieur

1ère vague – Printemps 2006

Le poids des différences régionales et des effets contextuels sur les attitudes des électeurs.

Elisabeth Dupoirier

CEVIPOF

Centre de Recherches Politiques de Sciences Po

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Enquête réalisée par :

ifop

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP.
Les données seront également déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po au printemps 2007.

Citation du Baromètre Politique Français

Pour toute utilisation du Baromètre Politique Français ou de ses résultats, il convient d'utiliser la citation suivante :

- « Baromètre Politique Français (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur».

Un acronyme peut-être utilisé :

- « BPF (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur ».

Il convient d'accompagner toute citation d'une note de bas de page indiquant:

- "Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007 réalisées par l'IFOP. Les données seront également déposées et disponibles auprès du Centre de données socio-politiques de Sciences Po au printemps 2007".

Pour plus d'informations, contactez : viviane.lehay@sciences-po.fr

Le poids des différences régionales et des effets contextuels sur les attitudes des électeurs.

La première vague du Baromètre Politique Français (BEF) s'est déroulée du 20 mars au 3avril 2006 dans un contexte politique marqué par « la crise du CPE ». Sur la base d'échantillons représentatifs des populations électorales de 7 grandes régions[1] 5650 entretiens téléphoniques ont été réalisés par l'IFOP dans toute la France. Ils forment un échantillon national représentatif du corps électoral au printemps 2006[2].

Cette construction originale fournit les moyens d'évaluer les parts respectives des influences nationale et régionale[3] sur la formation et l'orientation des opinions politiques des Français. Des indicateurs de type contextuel se rapportant à la commune ou à défaut le département de résidence[4], complètent le dispositif d'analyse en prenant en compte les caractéristiques différentielles du cadre de vie quotidien des électeurs.

Cette note analyse l'impact de ces caractéristiques macro et micro territoriales sur les attitudes, comportements et attentes des électeurs français au printemps 2006.

A - Les préoccupations des Français en mars 2006.

Invités à choisir les deux problèmes qui leur paraissent les plus importants aujourd'hui pour la France sur une liste de 11 propositions, les électeurs désignent en priorité 3 sujets. L'emploi arrive nettement en tête des citations (38%). Il est suivi, mais à une distance certaine, par les inégalités(11%) et la hausse des prix (10%).
La prédominance de la préoccupation de l'emploi n'est remise en cause dans aucune des 7 grandes régions et s'observe quelles que soient les caractéristiques du cadre de la vie quotidienne des personnes interrogées. Mais sur le total des deux réponses données, le Grand Nord et le Grand Est se distinguent par la prégnance d'un couple de problèmes qui se détachent plus nettement qu'ailleurs : l'emploi (respectivement 58% et 59% des choix) et la hausse des prix (29% dans le Grand Nord, 28% dans le Grand Est).

---

[1] Grand Nord (Nord-Pas-de-Calais, Picardie) : 576 interviews ; Grand Ouest (Basse-Normandie, Haute-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire) : 982 interviews ; Grand Sud-Ouest (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Poitou-Charente) : 747 interviews ; Grand Sud Est (Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Corse) : 123 interviews ; Grand Centre (Centre, Bourgogne, Limousin, Auvergne) : 615 interviews ;Grand Est (Alsace, Franche-Comté, Champagne-Ardennes, Lorraine) : 635 interviews ; Ile-de-France : 859 interviews.

[2] Personnes de nationalité française âgées de 18 ans et plus et déclarant être inscrites sur les listes électorales.

[3] Au sens des grands ensembles macro territoriaux décrits dans la note 1. Toutefois, l'Ile de France, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Rhône-Alpes, la Bretagne, Pays de la Loire et le Nord Pas de Calais ont pu pour certaines questions faire l'objet d'analyses spécifiques.

[4] Les indicateurs utilisés sont les suivants : taux de criminalité dans le département de résidence en 2005 et l'évolution de ce taux entre 2003 et 2005, proportion de propriétaires dans la commune, revenu fiscal moyen des habitants de la commune, taux de chômage dans la commune, taux de retard scolaire à l'entrée en 6ème dans la commune, catégorie d'agglomération de la commune.
Un indicateur synthétique, caractérisant la plus ou la moins forte accumulation de désagréments du cadre de vie quotidienne, sera utilisé. Il prend en compte 5 éléments: le taux de chômage, le taux de logements sociaux, le taux de retard scolaire, le taux de délinquance en 2005 et la caractérisation de la commune en terme d'agglomération d'appartenance. Cet indicateur classe les cadres de vie en 3 catégories : peu ou pas défavorisé, moyennement défavorisé, fortement défavorisé.
On se reportera à la note de méthodologie du rapport IFOP pour la définition exacte des catégories de variables et leurs sources.

La préoccupation d'emploi culmine parmi les résidents des petites et moyennes agglomérations (60%) tandis que la hausse des prix éprouve particulièrement les ruraux (26% au lieu de 19% dans l'agglomération parisienne).

B. - L'appréciation de la situation personnelle.

Les appréciations que portent les Français sur leur situation matérielle et la réussite à venir des jeunes générations sont massivement pessimistes : 54% déclarent s'en sortir difficilement avec les revenus de leur foyer et 76% pensent que les jeunes auront moins de chance de réussir que leurs parents « dans la société française de demain ».

Ces deux opinions s'imposent majoritairement dans tous les grands ensembles régionaux, et tout particulièrement dans le Grand Nord. Au niveau des régions administratives, deux territoires se distinguent par des taux élevés de population se déclarant en difficulté : le Nord Pas de Calais (61%) et PACA (58%)N A l'opposé, en Rhône Alpes, en Bretagne, en Pays de la Loire et en Ile de France, populations financièrement en difficultés et populations financièrement aisées s'équilibrent à peu près. Mais quand il s'agit de juger des chances de réussite des jeunes dans l'avenir, le pessimisme est massif dans toutes les régions : 67% des Bretons jusqu'à 84% des habitants du Nord Pas de Calais pensent que les jeunes auront « moins de chances » que leurs parents.

De même, il existe une concentration particulière de populations en difficulté matérielle dans les communes qui cumulent par ailleurs le nombre le plus élevé de désagréments de son cadre de vie : 57% des habitants y vivent difficilement. Le pessimisme quant à l'avenir des jeunes y atteint un niveau record.

Tableau B1. La difficulté à vivre avec les revenus du foyer selon les caractéristiques du cadre de vie et la grande région de résidence.

	Vit difficilement	Vit facilement	
Ensemble	54	46	100%
Caractérisation du cadre de vie			100%
Peu ou pas défavorisé	51	49	100%
Moyennement défavorisé	53	47	100%
Fortement défavorisé	**57**	43	100%
Grandes régions			
Grand Nord	***62***	38	100%
- dont Nord Pas de Calais	***61***	*39*	100%
Grand Centre	56	44	100%
Grand Est	55	45	100%
Grand sud Est	55	45	100%
- *dont PACA*	***58***	*42*	100%
- *dont Rhône-Alpes*	*48*	*52*	*100%*
Grand sud ouest	52	48	100%
- dont Aquitaine	*55*	***45***	*100%*
Grand ouest	50	50	100%
- *dont Bretagne*	*51*	*49*	100%
- *dont Pays de la Loire*	*51*	*49*	100%
Ile de France	50	50	100%

C. - L'implication dans le débat public.

Dans l'enquête, 5 indicateurs permettent d'évaluer l'implication des individus dans le débat public : l'intérêt pour la politique, la participation plus ou moins régulière aux élections, l'intention de manifester, la confiance dans les médias et la fréquence du suivi des informations télévisées.

L'examen comparé de ces indicateurs fait apparaître plusieurs profils d'implication selon les régions.

En période de « crise du CPE », l'Ile de France se distingue par des taux substantiels d'intérêt pour la politique (52%, +8 points par rapport à la moyenne) et d'intention de participation à des manifestations « pour défendre ses idées » (55%, +5 points). De plus les Franciliens ne sont qu'une minorité à regarder les journaux télévisés quotidiennement (44%, - 6 points) et seuls 33% (- 11 points) font confiance à ce média pour « s'informer en matière politique ». La confiance dans la TV est dans cette région, et cette région seulement, concurrencée sérieusement par la confiance portée à la presse écrite nationale (32%) et encore la radio (21%, +4 points). En revanche, le taux déclaré de participation régulière aux élections est le moins élevé de toutes les régions : 43% (-7 points).

A l'opposé le Grand Nord et le Grand Est se distinguent comme les deux régions dont les populations sont les plus faibles en matière d'implication dans le débat public.

Dans le Grand Est les indicateurs affichent tous des attitudes de mise à distance de la politique et le désintérêt pour la politique est non seulement massif (67%) mais surtout radical : 23% ne s'intéressent « pas du tout » à la politique. Dans le Grand Nord les électeurs sont aussi peu nombreux à s'intéresser à la politique (34%) mais ils se déclarent en revanche majoritairement mobilisés tant en matière d'élections que de manifestations.

Tableau C1. - Le degré d'implication dans le débat public selon les régions :

	Implication Faible %	Implication Moyenne %	Implication Forte %
Ensemble	26	39	35
Grandes régions			
Grand Nord	28	39	33
- dont Nord Pas de Calais	*27*	*40*	*33*
Grand Ouest	24	39	37
- *dont Bretagne*	*16*	*40*	***44***
- *dont Pays de la Loire*	***30***	*38*	*32*
Grand Sud Ouest	20	43	37
- dont Aquitaine	*20*	*42*	***38***
Grand Sud Est	24	40	36
- *dont PACA*	*25*	*35*	***40***
- *dont Rhône-Alpes*	*23*	*44*	*33*
Grand Centre	28	39	33
Grand Est	**36**	38	26
Ile de France	26	36	**39**

Un indicateur synthétique de l'implication plus ou moins forte des électeurs dans le débat public[5] fait ressortir des situations régionales contrastées. Dans trois régions, la proportion d'électeurs « fortement impliqués » dans le débat public est dominante : L'Ile de France (39%), PACA (40%), et la Bretagne (44%). A l'opposé, le Grand Est et Pays de la Loire se signalent par la forte proportion de leurs électeurs distants (36% et 30%). Dans les autres régions, la tendance dominante est à l'implication moyenne, comme en moyenne nationale.

D - L'appréciation de l'action politique et la confiance dans l'action des gouvernants.

L'action globale du gouvernement est jugée de manière négative par près des deux tiers des Français (64% contre 35% d'opinions positives).

Les jugements hostiles atteignent leur maximum dans deux grandes régions. Dans le Grand Nord, ils s'élèvent à 74% (71% en Nord Pas de Calais). Ce rejet est à rapprocher de la faiblesse politique de la droite[6] et de l'audience des forces protestataires et hors système (14% de sympathie partisane pour les mouvements d'extrême gauche ; 15% pour le FN et CPNT). Dans le Grand Sud Ouest, la critique encore massive de l'action gouvernementale (68% et 71% en Aquitaine) est surtout à rapprocher du niveau élevé des sympathies partisanes pour les partis de gauche (44%).
En terme de cadre de vie, c'est la plus ou moins grande pauvreté collective de la commune de résidence[7] qui module la sévérité des opinions : le rejet de l'action gouvernementale est de 59% parmi les habitants des communes « les plus riches » mais atteint 68% parmi les résidents des communes « les plus pauvres ».

Plus précisément, les jugements portés sur l'efficacité de l'action gouvernementale varient selon les domaines testés. L'évolution de la délinquance « dans les derniers mois au niveau local » est jugée stable par une solide majorité des Français, 63%. Dans toutes les régions le sentiment de stabilisation est dominant et s'écarte peu de la moyenne nationale, y compris dans les départements où la statistique sur l'évolution de la délinquance entre 2003 et 2005 montre que celle-ci a plutôt augmenté depuis 2 ans.

Il n'en va pas de même lorsqu'il s'agit d'apprécier l'évolution du chômage au cours des derniers mois ou de formuler un pronostic à six mois sur l'évolution de la situation économique de la France. Le sentiment d'augmentation du chômage, opinion nationalement dominante à 47%, est majoritaire dans 3 grands ensembles régionaux (Grand Nord, 57% ; Grand Est, 56% et Grand Sud Est 50%). Le même constat prévaut parmi les résidents des communes « les plus pauvres » (50%) alors que parmi les habitants des communes « les plus riches » les opinions se partagent à part égale entre perceptions d'accroissement (36%), de stabilisation (32%) et de recul (32%).

Quant aux pronostics sur l'avenir de la situation économique, le pessimisme l'emporte auprès des trois quarts des Français dans toutes les régions de résidence et sans variation significative selon la qualité du cadre de vie.

[5] L'indicateur restitue la plus ou la moins grande accumulation de modalités d'implication des personnes interrogées mesurées dans les indicateurs ci-dessus.
[6] Qu'elle soit mesurée en terme d'adhésion partisane (14% de sympathie pour l'UMP, taux le plus faible des 7 régions) ou d'auto identification des personnes (14% se déclarent « de droite »).
[7] Mesurée par le revenu fiscal moyen des ménages résidents

En définitive, le désenchantement à l'égard de l'action politique s'est installé dans l'esprit des Français : 69% n'ont « confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays », tandis que seulement 15% font confiance à la droite et 15% à la gauche. Cette distribution des opinions n'est remise en cause de manière sensible ni en fonction des cadres de vie ni en fonction des régions. Tout au plus note-t-on que des segments de population un peu plus étoffés qu'en moyenne nationale se déclarent confiants dans la droite en Rhône Alpes et en Bretagne (20% dans chaque région) ou confiant dans la gauche dans le cas de l'Aquitaine (22%).

E. Déclin, ouverture et modèle.

E.1. - La perception de« l'état de la France ».

Le thème d'une France « en déclin », abondamment popularisé par les médias dans les mois qui précédent l'enquête, a fait mouche puisqu'une majorité de personnes interrogées perçoivent ainsi leur pays (52%) plutôt qu' « en progrès » (8%) tandis que 40% ne trouvent aucun des deux termes approprié. Le stéréotype du déclin de la France a une assise nationale qu'aucun élément du cadre de vie quotidienne ou d'appartenance territoriale n'infléchit significativement.

Il n'en est pas tout à fait de même lorsque ce stéréotype est testé à propos de secteurs précis de la vie économique et sociale. Seul le pouvoir achat est uniformément estimé « en déclin » par les trois quarts des Français, toutes régions et tous types de cadres vie confondus.
Pour les autres secteurs, des différences régionales importantes suggèrent que les électeurs apprécient la situation nationale au prisme de ce qu'ils considèrent comme les atouts ou les faiblesses de leur région.

Dans le Nord Pas de Calais, où un quart de la population pense, on l'a vu plus haut, que le chômage a « beaucoup » augmenté ses derniers temps, c'est tout particulièrement la compétitivité des entreprises qui est jugée « en déclin » (47%). Mais on est moins sévère qu'ailleurs sur l'état du système de santé ou celui de l'école et de l'université.

En Rhône-Alpes, seconde région industrielle de France où les fermetures d'entreprises récemment annoncées compromettent l'emploi régional, le déclin de la compétitivité des entreprises est surtout mis en avant (46%). Mais l'opinion (40%) dominante en matière de recherche et d'innovation est que la situation « est en progrès » et le secteur de l'école et de l'université n'est pas moins bien jugé qu'ailleurs dans cette région qui compte une solide armature d'établissements d'enseignement supérieurs d'excellence.

A contrario une majorité des Franciliens (54%) juge le secteur éducatif « en déclin » et ce sont eux qui sont les plus préoccupés en ce qui concerne la recherche et l'innovation (36%). Mais en matière de compétitivité des entreprises, un jugement nuancé prévaut dans la région capitale : 39% « ni en déclin ni en progrès ».

Dans les deux régions rurales et catholiques du Grand Ouest - Pays de la Loire et la Bretagne - c'est surtout le système de santé qui préoccupe une majorité des habitants (50% et 53%) de même que le déclin de la solidarité dans la société (53% et 49%). La population de Pays de la Loire est à l'inverse sensible au progrès en matière de recherche et d'innovation (46%) alors que les Bretons jugent surtout ce secteur « en déclin » (40%).

En Aquitaine, la compétitivité des entreprises est jugée stable par le plus grand nombre d'habitants (35%) tandis que l'innovation et la recherche sont perçues plutôt en progrès (40%).

En PACA enfin, le déclin de l'école et l'université est dénoncé par la majorité de la population (52%) dont plus d'un tiers par ailleurs (36%) considère que le système de santé « est en progrès ».

E.2. - Le modèle français : ouverture ou protection ?

Ces contrastes territoriaux persistent à propos des souhaits de modèle que la France devrait adopter pour l'avenir : plus d'ouverture? Protection accrue? Statu quo? Nationalement, le souhait d'ouverture (43%) l'emporte nettement sur celui de protection (31%) ou sur le refuge dans le statu quo (26%). Mais, régionalement, les opinions sont plus partagées.

Dans le Grand Nord, les souhaits d'ouverture et de protection font jeu égal, mais en Nord Pas de Calais les choix penchent en faveur de l'ouverture (42%). Dans le Grand Ouest où le souhait d'ouverture de la France domine aussi, la région Pays de la Loire se fait plus réservée, partisans de l'ouverture et partisans de la protection accrue faisant jeu égal, alors qu'en Bretagne c'est la majorité absolue des électeurs qui fait le choix de l'ouverture (50%).Dans le Grand Est et dans l'Est, la distribution des opinions ne s'écarte pas significativement de la moyenne nationale. En Ile de France enfin les choix sont plus tranchés en faveur d'un modèle d'ouverture, souhaité par un Francilien sur deux.
Les habitants des grandes agglomérations urbaines se montrent plus largement acquis au modèle d'ouverture que les résidents des bourgs ruraux et des petites agglomérations. De la même manière le modèle d'ouverture est plus volontiers choisi par les résidents des communes les plus « riches » (49%) que par ceux des communes les plus « pauvres » (40%).

Pour incarner cette ouverture, deux personnalités parmi douze proposées sont placées en tête des choix: Nicolas Sarkozy (24%) et Ségolène Royal (23%). Elles laissent loin derrière toutes les autres qui obtiennent chacune moins de 10% de citations.

Tableau E2a **Le souhait d'ouverture et les deux personnalités qui polarisent la confiance pour ouvrir la France au monde d'aujourd'hui.**

	Le choix de l'ouverture de la France %	Le choix de N Sarkozy %	Le choix de S Royal %	Total des 10 autres choix %	Refus de Choix %
Ensemble	43	24	23	47	6
Grandes régions					
Grand Nord	39	**33**	25	37	5
Grand Ouest	43	24	23	46	7
Grand Sud Ouest	44	20	**32**	43	5
Grand Sud Est	40	26	24	46	4
Grand Centre	**47**	**29**	21	43	7

Grand Est	43	23	14	66	7
Ile de France	49	20	20	**55**	**5**

La sélection du duo de tête ne change pas d'une région à l'autre mais l'ordre d'arrivée est en revanche variable selon les territoires. Nicolas Sarkozy creuse surtout l'écart en sa faveur dans le Grand Nord -et tout particulièrement le Nord Pas de Calais - le Grand Centre et Rhône-Alpes. Ségolène Royal l'emporte à son tour nettement dans le grand Sud Ouest – et tout particulièrement en Aquitaine et en Bretagne. Et les deux personnalités font jeu égal dans le Grand Ouest, le Grand Sud Est et en Ile de France. C'est-à-dire les trois grands ensembles régionaux où les choix en faveur du modèle d'ouverture sont les plus nombreux et où le rapport de force partisan entre le PS et l'UMP est à peu près équilibré.

Mais c'est en champion d'un modèle de protection de la France face au monde d'aujourd'hui que Nicolas Sarkozy recueille ses meilleurs scores de confiance. Dans ce cas, le score du Président de l'UMP est de 10 points supérieur (34%) à celui obtenu en porteur du projet d'ouverture. Il améliore sa position dans toutes les régions et la percée du Président de l'UMP culmine en Ile de France avec 43% des choix. Loin derrière lui, deux personnalités se disputent les deuxième ou troisième places selon les régions : Ségolène Royal (12%) est au second rang des choix dans le Nord, le Grand Ouest, le Grand Sud Ouest, l'Ile de France et le Grand Centre. Jean Marie le Pen (11%) est au second rang des choix dans l'Est (16%) et dans le Grand Sud Est (15%).

Tableau E2b. Le souhait de protection de la France et les trois personnalités qui incarnent le mieux ce souhait selon la distance de la commune de résidence du centre de l'agglomération la plus proche.

	La protection accrue de la France %	Le choix de N. Sarkozy %	Le choix de S. Royal %	Le choix de Jean Marie Le Pen %	Autres personnalités %	Aucune %
Ensemble	31	34	12	11	39	4
Distance de la résidence à la ville centre de l'agglomération :						
0 à 10km	26	**42**	8	8	39	3
10 à 30 km	*32*	29	12	**15**	39	5
30 à 50 km	36	28	13	**15**	40	4
50km et plus	32	**38**	**14**	7	38	3

C'est en milieu péri urbain - intermédiaire entre les zones centres des métropoles et les campagnes les plus éloignées des contacts urbains– que les choix en faveur de Jean Marie Le Pen sont les plus nombreux (15%), au détriment de Nicolas Sarkozy plutôt que de Ségolène Royal .

E3. La France et la mondialisation.

Les Français sont divisés sur le point de savoir si la mondialisation est pour la France « un danger parce qu'elle menace ses entreprises et son modèle social » (46%) ou si elle est « une chance parce qu'elle lui ouvre des marchés à l'étranger et la pousse à se moderniser » (24%) ou « ni l'un ni l'autre » (30%).

Le sentiment de danger est majoritaire dans les deux régions dont les populations ont donné par ailleurs plusieurs signes d'inquiétude quant au présent et surtout à l'avenir (voir *ci-dessus les points A et B de la note*) : le grand Est (51%) et le Grand Nord (55%, 49% dans le Nord Pas de Calais). Ailleurs, la perception du danger sans être majoritaire demeure dominante à deux exceptions près : l'Ile de France où les représentations positive (34%) et négative (37%) s'équilibrent à peu près, la Bretagne où les jugements modérés « ni un danger ni une chance » (39%) font jeu égal avec les opinions pessimistes (38%).

Le sentiment de danger se module aussi en fonction des caractéristiques du cadre de vie : le fait de vivre dans un bourg rural éloigné d'un centre urbain ou encore d'habiter dans une commune parmi « les plus pauvres » entraîne plus fréquemment le sentiment de danger (48%). En revanche, dans les communes « les plus riches » et en agglomération parisienne, les opinions sont également partagées entre ceux qui voient la mondialisation comme un danger (36%) et ceux qui considèrent qu'elle est une chance (36%) ou « ni l'un ni l'autre » (28%).

Les divisions des Français se confirment lorsqu'on leur demande de se prononcer plus précisément sur les bienfaits ou les méfaits de l'évolution du monde dans des domaines plus précis. De nouveau les opinions sont régionalement contrastées.

Le domaine culturel est celui qui entraîne le moins d'appréhension. L'opinion se partage en trois parts à peu près égales entre ceux qui pensent que la France « en tire profit » (35%), « en souffre » (30%) ou « ni l'un ni l'autre » (35%). Dans certaines régions – l'Ile de France, les régions de le Grand Ouest et du Grand Sud Ouest - les sentiments d'un bienfait prévalent même nettement.

En revanche, en matière de construction européenne comme de mondialisation des échanges économiques, les opinions pessimistes dominent nettement les deux autres. Elles l'emportent dans toutes les grandes régions à l'exception de l'Ile de France où les jugements se partagent en trois parts égales. C'est dans le Grand Nord que les représentations d'une France qui souffre de la construction européenne (46%) et de la mondialisation des échanges économiques (45%) sont les plus répandues. S'ajoute à ceci le fait que selon 50% des électeurs de cette région, et de cette région seulement, la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union Européenne nuit aussi à la France.

En PACA et en Pays de la Loire, le sentiment plus général que la France souffre de la mobilité croissante des individus est partagé par près de 4 électeurs sur10.

F. Le potentiel électoral et l'image des principales personnalités politiques.

A 13 mois du premier tour de l'élection présidentielle de 2007, on a mesuré le potentiel électoral de 16 personnalités pouvant être candidates. Le potentiel électoral de chacune est mesuré par la probabilité (« tout à fait » et « plutôt probable ») que les électeurs « votent pour elle si elle est candidate lors du premier tour de la prochaine élection qui aura lieu en France en 2007 »[8]. Les réponses obtenues montrent que les choix sont encore largement ouverts : aucune personnalité n'obtient en mars 2006 une majorité de votes « probables». Toutefois deux personnalités se détachent nettement des quatorze autres: Nicolas Sarkozy parmi les personnalités des droites – 46% de votes probables contre 54% - et Ségolène Royal parmi

[8] La probabilité de vote n'est pas un gage d'intention de vote.

celles des gauches et tout particulièrement du PS – 45% contre 55%. Il est clair que la distribution des choix obéit en premier lieu à des logiques politiques.

F.1. Le potentiel des personnalités des droites.

La suprématie du potentiel électoral de Nicolas Sarkozy sur ceux de Dominique de Villepin et de Jacques Chirac est sans appel dans les sept ensembles régionaux. Son avance est au minimum de 17 points sur la personnalité qui arrive en seconde position le Grand Ouest (41% au lieu de 24% à Dominique de Villepin). Elle atteint 30 points dans le Grand Nord où le Président de l'UMP rassemble son plus fort potentiel électoral : 52% au lieu de 22% au Premier ministre et 21% au Président de la République.

Dans cette grande région, le potentiel électoral de Nicolas Sarkozy résulte non seulement de sa capacité de rassembleur des sympathisants des droites divisés entre le « non » et le « oui » lors du référendum de mai 2005, mais aussi de sa capacité d'attraction auprès d'un tiers des sympathisants de la gauche.

Tableau F1. Le potentiel électoral des personnalités des droites selon les grandes régions.

	N. Sarkozy	D. de Villepin	F. Bayrou	J. Chirac	J.M. Le Pen	P. de Villiers
Ensemble	46	25	24	19	17	15
Grandes régions						
Grand Nord	**52**	22	22	21	**25**	16
- dont Nord Pas de Calais	***55***	*27*	*24*	***25***	***25***	*18*
Grand Ouest	41	24	22	18	13	16
- *dont Bretagne*	*38*	*20*	*22*	*15*	*15*	*17*
- *dont Pays de la Loire*	*44*	***30***	*23*	***24***	*11*	***21***
Grand Sud Ouest	43	21	26	17	12	15
- dont Aquitaine	*40*	*21*	*25*	*16*	12	
Grand Sud Est	49	**31**	25	20	20	14
- *dont PACA*	***52***	***33***	23	*20*	***22***	*18*
- *dont Rhône-Alpes*	*47*	***34***	24	*20*	***21***	*12*
Grand Centre	46	25	22	20	16	15
Grand Est	**50**	27	26	**23**	**22**	15
Ile de France	42	25	23	15	12	12

En terme d'image, Nicolas Sarkozy est jugé de manière largement positive pour toutes les qualités testées. Ces qualités sont en effet reconnues bien au-delà des seuls segments des sympathisants de la droite dans les régions. La sincérité du message de changement du Président de l'UMP convainc les trois quarts des Français quelle que soit leur région de résidence. Les autres traits d'image connaissent des variations régionales. Dans le Grand Ouest la capacité du Président de l'UMP « à comprendre les problèmes des gens » et son « étoffe de président de la République » rallient un peu moins de la majorité des personnes interrogées (respectivement 48% et 45%). C'est dans cette même grande région que Dominique de Villepin obtient par ailleurs ses meilleurs scores sur ces deux traits d'image. On observe aussi des réserves sur ces mêmes traits d'images en Ile de France. Mais dans le cas de la région capitale, il ne semble pas que le Premier ministre y soit pour grand chose. Dans cette région très politisée, en faveur de la gauche autant que de la droite, c'est sans doute à ses adversaires politiques de gauche que Nicolas Sarkozy doit la faiblesse relative de son capital d'image. Ce que confirmerait l'inquiétude qu'il suscite auprès de 55% des Franciliens. Au final c'est dans l'ensemble régional où le poids de l'UMP est le plus faible, le grand Nord (22% de sympathisants), que les qualités de Nicolas Sarkozy sont systématiquement le plus massivement appréciées, ce qui confirme que l'intérêt politique suscité par le Président du parti de la majorité va bien au-delà des rangs de ses seuls sympathisants partisans.

F2. Le potentiel électoral des personnalités socialistes.

Le niveau du potentiel électoral de Ségolène Royal se détache de celui de toutes les autres personnalités du PS et ceci quel que soit l'ensemble régional considéré. Elle creuse l'écart avec son concurrent le plus proche, Lionel Jospin, qu'elle devance au minimum de 10 points (Grand Sud Est et Ile de France) et jusqu'à 16 points dans le grand Sud Ouest, une des grandes régions où la présidente de Poitou-Charentes obtient son meilleur potentiel (51%).

Les variations du potentiel électoral de Ségolène Royal dans les régions s'organisent en fonction de deux facteurs qui témoignent de l'ancrage à gauche de son audience. Tout d'abord elle réalise, comme Lionel Jospin, ses meilleurs scores dans les régions où le poids des sympathisants de la gauche est actuellement le plus élevé : le Grand Sud Ouest (44% de sympathisants de gauche, 51% de potentiel électoral), l'Ile de France (43% de sympathisants, 47% de potentiel) et le Grand Nord (39% de sympathisants et 51% de potentiel). S'ajoute a ceci qu'elle fait preuve d'une capacité de rassemblement des électeurs de gauche qui ont voté « non » au référendum de mai 2005 que n'ont pas les autres personnalités socialistes : le Grand Nord et le Grand Sud Ouest où son potentiel électoral est de 51% sont aussi les deux régions où le vote « non » des sympathisants de gauche en mai dernier était le plus élevé.

Tableau F2 . Le potentiel électoral des personnalités socialistes selon les grandes régions.

	S. Royal %	L Jospin %	F Hollande %	D Strauss-Kahn %	L Fabius %
Ensemble	45	33	23	20	17
Grandes régions					
Grand Nord	**51**	**36**	**29**	19	20
- dont Nord Pas de Calais	***49***	*35*	***30***	*19*	***24***
Grand Ouest	43	31	22	20	18
- *dont Bretagne*	*47*	*32*	*26*	*20*	*16*
- *dont Pays de la Loire*	*46*	*33*	*19*	***24***	*18*
Grand Sud Ouest	**51**	*35*	25	*22*	20
- dont Aquitaine	***49***	***42***	*26*	*21*	***21***
Grand Sud Est	40	30	20	17	14
- *dont PACA*	*37*	*32*	*21*	*17*	*15*
- *dont Rhône-Alpes*	*39*	*30*	*18*	*18*	*13*
Grand Centre	46	28	22	20	20
Grand Est	40	30	26	20	18
Ile de France	47	**36**	20	**25**	15

En matière d'image personnelle, Ségolène Royal se révèle crédible auprès d'une majorité de Français sur les qualités précédemment testées à propos de Nicolas Sarkozy. C'est la fermeté de ses engagements et son désir de changer les choses qui sont le plus largement reconnus, (au moins six Français sur dix) et ceci sans grandes variations entre les régions. Sa capacité à comprendre les problèmes des gens est moins souvent soulignée quoique encore majoritaire dans toutes les régions. Enfin à la différence du Président de l'UMP, Ségolène Royal n'inquiète pas aujourd'hui les Français.

Le seul trait d'image qui ne recueille pas partout une majorité d'opinions positives est « son étoffe de président de la République ». Sa crédibilité sur ce point varie de 60% dans le grand Sud Ouest où elle cumule des atouts politiques et personnels (65% en Aquitaine), à 46% dans le Grand Sud Est (40% en PACA) et en Ile de France. Dans ces deux dernières régions, la Présidente de Poitou -Charentes recueille pour chacun des traits d'image testés toujours un peu moins d'opinions positives qu'en moyenne nationale. L'accumulation de ces légers déficits d'image se produit ainsi dans deux grands ensembles territoriaux qui par ailleurs rassemblent 37% du corps électoral potentiel.

Elisabeth Dupoirier

Résumé :

La première vague du Baromètre Politique Français (BEF) s'est déroulée du 20 mars au 3 avril 2006 dans un contexte politique marqué par « la crise du CPE ». Cette note a pour objectif d'évaluer l'influence des différences régionales et des caractéristiques du cadre de vie quotidienne des Français sur leurs opinions politiques. Deux grands enseignements ressortent de l'analyse.

1. Les caractéristiques socio économiques du cadre de vie des électeurs n'ont pas l'influence décisive que l'on pouvait pressentir sur leur implication personnelle dans le débat politique, leur diagnostic sur l'état de la France, leurs souhaits de grandes orientations de l'action politique et de personnalités politiques pour incarner celles-ci. Cette influence lorsqu'elle est repérée est pratiquement toujours due à un seul élément, plutôt qu'à une accumulation d'éléments, caractéristique du contexte de vie. Le plus fréquemment il s'agit de différences de richesse collective entre les communes ou d'appartenance plus ou moins étroite de la commune à une agglomération urbaine.

Deux raisons principales peuvent être avancées pour expliquer l'effet modeste du contexte. A environ un an du premier tour de l'élection la plus nationale de notre système politique et avant que les partis et les candidats n'aient débattu de leurs propositions concrètes de programme dont certaines pourraient concerner les conditions de vie locale des électeurs, ceux-ci n'ont guère de raison de prendre en compte leur cadre de vie pour former leurs opinions politiques. A ceci s'ajoute le fait que la crise, nationale, du CPE ait pu aussi jouer en faveur d'une structuration encore plus « nationale » des opinions. La seconde vague du baromètre pourra seule infirmer ou confirmer cette hypothèse.

2. L'analyse menée au niveau de grands ensembles régionaux et de quelques régions administratives s'est révélée plus fructueuse. Elle met en évidence la situation préoccupante de la France du Nord et de l'Est dont les populations se distinguent de toutes les autres par l'étendue du malaise qu'elles expriment tant sur le plan de leur situation personnelle que de celui de leurs attentes à l'égard de la politique. Plus massivement éprouvés qu'ailleurs par leurs difficultés de vie quotidienne – emploi, prix, revenus – plus pessimistes quant à leur avenir, les électeurs de ces deux régions font preuve d'un profond désenchantement à l'égard de la politique vis-à-vis de laquelle ils ont tendance à peu s'impliquer. Le second enseignement de l'analyse régionale est de faire ressortir l'assise essentiellement nationale du potentiel électoral et du capital d'image des principales personnalités susceptibles d'êtres candidates à l'élection présidentielle de 2007.